

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2017

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

parus en **2017**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

EDITION
Commentaire
Jurisprudences

Doxtrine
**CODE
DU
TRAVAIL**

77^e édition
Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**JOURNAL
OFFICIEL**

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 1er décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 relatif au titre de l'année 2010 l'ouverture et fixant le nombre de postes offerts pour le recrutement par concours externe dans le grade d'agent d'exécution des travaux publics

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, et des rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Décret n° 2010-1100 du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 10 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des transports et du logement

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de recrutement des agents de la fonction publique de l'Union européenne

Journal officiel de l'Union européenne

Réglementation

1. Actes législatifs

RÈGLEMENTS

• Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif au tarif douanier commun

CIRCULAIRE

Jurisprudence

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 25

Textes officiels

santé et sécurité au travail

Prévention Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL/MALADIES PROFESSIONNELLES

Arrêté du 26 septembre 2017 fixant le modèle du formulaire « Déclaration d'accident du travail ou d'accident de trajet ».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 21 octobre 2017, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Réparation

Arrêté du 6 février 2017 abrogeant l'arrêté du 24 juillet 1989 fixant le modèle de la notification de décision d'incapacité permanente partielle ou de rentes d'ayants droit - accident du travail et maladie professionnelle.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 21 février 2017, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Circulaire DRP 8/2017 du 4 avril 2017 relative à la revalorisation au 1^{er} avril 2017 des rentes accident du travail et maladies professionnelles et des indemnités en capital.

Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI, 8 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-23/2017 du 15 décembre 2017 relative au relèvement au 1^{er} janvier 2018 du plafond des salaires soumis à cotisation.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (www.mediam.ext.cnamts.fr, 2 p.).

Sécurité sociale

Loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018.

Parlement, Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr, 72 p.).

Arrêté du 23 avril 2017 fixant les conditions d'agrément et d'assermentation des agents et des praticiens-conseils chargés du contrôle de l'application des législations de sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 2 mai 2017, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Tableaux

Décret n° 2017-812 du 5 mai 2017 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du Code de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 7 mai 2017, texte n°57 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-11/2017 du 2 juin 2017 relative à la modification et à la création de tableaux de maladies professionnelles.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ame/aurweb/ACIRCC/CIRM – 8 p.).

Tarification

Décret n° 2017-337 du 14 mars 2017 modifiant les règles de tarification au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles du régime général.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 16 mars 2017, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2017-337 du 14 mars 2017 modifiant les règles de tarification au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles du régime général (rectificatif).

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 18 mars 2017, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Décret n° 2017-13 du 5 janvier 2017 désignant une cour d'appel spécialisée pour connaître du contentieux de la tarification de l'assurance des accidents du travail.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 7 janvier 2017, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 11 juillet 2017 abrogeant l'article 2 de l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 2 août 2017, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 15 février 2017 portant modification de l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 1^{er} mars 2017, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 24 novembre 2017 portant modification de l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et de l'arrêté du 6 décembre 1995 modifié relatif à l'application du dernier alinéa de l'article D. 242-6-11 et du I de l'article

D. 242-6-14 du Code de la sécurité sociale relatifs à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 2 décembre 2017, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Arrêté du 27 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale pour 2017 (rectificatif).

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 11 février 2017, texte n° 33 (www.legifrance.gouv.fr, 13 p.).

Arrêté du 30 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale pour 2018.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n° 97 (www.legifrance.gouv.fr, 10 p.).

Arrêté du 30 décembre 2017 fixant les tarifs des risques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles pour 2018.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n° 88 (www.legifrance.gouv.fr, 11 p.).

Arrêté du 18 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1999 modifié et fixant pour l'année 2018 le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi de travailleurs temporaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2017, texte n° 86 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 30 décembre 2017 fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées pour 2018.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n° 87 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 30 décembre 2017 fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles des activités professionnelles à Mayotte pour l'année 2018.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n° 98 (www.legifrance.gouv.fr, 14 p.).

Arrêté du 30 décembre 2017 fixant les majorations visées à l'article D. 242-6-9 du code de la sécurité sociale pour l'année 2018.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n° 86 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 28 décembre 2017 portant fixation, au titre de l'année 2018, des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 30 décembre 2017, texte n° 180 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 26 décembre 2017 portant fixation en métropole au titre de l'année 2018 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des non-salariés agricoles et des personnes mentionnées à l'article L. 731-23 du Code rural et de la pêche maritime et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 29 décembre 2017, texte n° 105 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 26 décembre 2017 portant fixation pour 2018 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance obligatoire des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et le montant de la part des cotisations affectée à chaque catégorie de dépenses de ce régime, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 29 décembre 2017, texte n° 106 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 20 décembre 2017 fixant les soldes pour l'exercice 2016 et les acomptes pour l'exercice 2017 au titre de la compensation en matière d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles entre le régime général et le régime des salariés agricoles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 décembre 2017, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 5 décembre 2017 fixant les coûts moyens des catégories d'incapacité temporaire et d'incapacité permanente mentionnées aux articles D. 242-6-6 et D. 242-34 du Code de la sécurité sociale pour le calcul des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des établissements relevant du régime général et des établissements situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle pour l'année 2018.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 10 décembre 2017, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 24 novembre 2017 portant modification de l'arrêté du 2011 relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les risques bénéficiant des mesures d'ajustement des coûts moyens.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 2 décembre 2017, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Décret n° 2017-13 du 5 janvier 2017 désignant une cour d'appel spécialisée pour connaître du contentieux de la tarification de l'assurance des accidents du travail.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 7 janvier 2017, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-3/2017 du 10 mars 2017 relative à l'avenant n°1 à la convention nationale d'objectifs spécifique aux activités des industries du textile et de l'habillement.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM – 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-4/2017 du 10 mars 2017 relative à l'avenant n°1 à la convention nationale d'objectifs spécifique aux activités de la chaussure, de la maroquinerie, de la tannerie, de la mégisserie, des cuirs bruts et des industries annexes.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM – 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-5/2017 du 10 mars 2017 relative à l'avenant n°1 à la convention nationale d'objectifs spécifique aux activités de l'ameublement.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM – 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-6/2017 du 10 mars 2017 relative à la modification de la convention nationale d'objectifs spécifiques aux activités de la meunerie, nutrition animale, filière œufs, autres activités alimentaires non classées.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM – 2 p.).

Circulaire CNAM/DRP CIRC-12/2017 du 9 juin 2017 relative à la convention nationale d'objectifs spécifique aux activités du secteur de la propreté.

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM – 2 p.).

ADDICTIONS

Tabagisme

Décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à usage collectif.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 27 avril 2017, texte n° 33 (www.legifrance.gouv.fr, 2p.).

COMPTE PERSONNEL DE FORMATION

Décret n° 2017-1814 du 29 décembre 2017 fixant les modalités de l'abondement du compte personnel de formation des victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2017, texte n° 63 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Décret n° 2017-1815 du 29 décembre 2017 fixant les conditions d'octroi et les modalités de financement de l'abondement du compte personnel de formation des victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2017, texte n° 64 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

DROIT DU TRAVAIL

Loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Journal officiel du 16 septembre 2017, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 septembre 2017, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr, 15 p.).

Ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 septembre 2017, texte n° 33 (www.legifrance.gouv.fr, 19 p.).

LIEUX DE TRAVAIL

Aménagement

Arrêté du 4 mai 2017 relatif à la déclaration auprès des services de l'inspection du travail pour les établissements dans lesquels le nombre de travailleurs souhaitant prendre habituellement leur repas sur les lieux de travail est inférieur à vingt-cinq.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mai 2017, texte n° 103 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Agriculture

Décret n° 2017-1311 du 29 août 2017 relatif à la modernisation de la médecine du travail en agriculture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 31 août 2017, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr, 12 p.).

Arrêté du 20 septembre 2017 fixant les modalités de détermination de l'effectif de l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail des services de santé au travail en agriculture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 27 septembre 2017, texte n° 29, (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 24 janvier 2017 relatif aux travaux d'exploitation de chablis et d'abattage des arbres encroués pris en application de l'article R. 717-81-5 du Code rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 1^{er} février 2017, texte n° 38 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 24 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 31 mars 2011 relatif à la fiche de chantier prévue à l'article R. 717-78-1 du Code rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 1^{er} février 2017, texte n° 37 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 21 décembre 2017 portant abrogation de l'arrêté du 1^{er} mars 1984 modifié relatif à la protection individuelle des salariés effectuant des travaux forestiers.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 28 décembre 2017, texte n° 105 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Canicule

Instruction interministérielle n° DGS/VSS2/DGOS/DGCS/DGT/DGSCGC/2017/136 du 24 mai 2017 relative au Plan National Canicule 2017.

Ministère chargé de la Santé (www.circulaires.legifrance.gouv.fr, 55 p.).

Fonction publique

Ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 20 janvier 2017, texte n° 43 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Décret n° 2017-435 du 28 mars 2017 relatif à la cessation anticipée d'activité des agents de la fonction publique reconnus atteints d'une maladie professionnelle provoquée par l'amiante.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 30 mars 2017, texte n° 53 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Décret n° 2017-1102 du 19 juin 2017 relatif aux modalités de financement mutualisé de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité et aux modalités d'attribution de l'allocation différentielle aux agents publics reconnus atteints d'une maladie professionnelle provoquée par l'amiante.

Ministère chargé des Comptes publics. Journal officiel du 21 juin 2017, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Gens de la mer

Arrêté du 3 août 2017 relatif aux normes d'aptitude médicale à la navigation des gens de mer.

Ministère chargé des Transports. Journal officiel du 24 août 2017, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr, 9 p.).

Jeunes

Décret n° 2017-1473 du 13 octobre 2017 relatif à la protection des jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit ans embarqués à bord des navires.

Ministère chargé des Transports. Journal officiel du 15 octobre 2017, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr, 7 p.).

Arrêté du 31 octobre 2017 relatif au contenu des demandes mentionnées à l'article 19 du décret n° 2017-1473 du 13 octobre 2017 relatif à la protection des jeunes travailleurs âgés de moins de dix-huit ans embarqués à bord des navires.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 16 novembre 2017, texte n° 43 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Rectification de la note de service DGER/SDPFE/2017-137 du 15-02-2017 relative à l'avis médical préalable à l'affectation des élèves et des étudiants de BTSA mineurs aux travaux réglementés ou ouvrant droit à dérogation permanente.

Ministère chargé de l'Agriculture. Bulletin officiel du ministère chargé de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt n°11 du 16 mars 2017 – 17 p.

Mannequins

Arrêté du 4 mai 2017 relatif au certificat médical permettant l'exercice de l'activité de mannequin.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 mai 2017, texte n° 71 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Pénibilité

Ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 septembre 2017, texte n° 37 (www.legifrance.gouv.fr, 9 p.).

Décret n° 2017-1768 du 27 décembre 2017 relatif à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 décembre 2017, texte n° 57 (www.legifrance.gouv.fr, 7 p.).

Décret n° 2017-1769 du 27 décembre 2017 relatif à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 décembre 2017, texte n°58 (www.legifrance.gouv.fr, 7 p.).

Décret n° 2017-1813 du 29 décembre 2017 modifiant le décret n° 2016-1102 du 11 août 2016 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « compte personnel de prévention de la pénibilité ».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2017, texte n°62 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Décret n° 2017-1766 du 27 décembre 2017 portant dissolution du fonds chargé du financement des droits liés au compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2017, texte n°35 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Décret n° 2017-1462 du 10 octobre 2017 portant report du délai de rectification de la déclaration des facteurs de risques professionnels au titre de l'année 2016.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 12 octobre 2017, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 20 février 2017 fixant le modèle du formulaire de demande d'utilisation de points de pénibilité pour suivre une formation professionnelle.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 20 février 2017, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 29 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2015 relatif à la demande d'utilisation des points inscrits sur le compte personnel de prévention de la pénibilité au titre du 1°, du 2° ou du 3° du I de l'article L. 4162-4 du Code du travail.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n°82 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 29 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2015 relatif à la liste des éléments transmis par l'employeur à la caisse et à leurs modalités de transmission dans le cadre de l'utilisation des points inscrits sur le compte personnel de prévention de la pénibilité pour le passage à temps partiel.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n°83 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 2 mai 2017 fixant la limite de prise en charge, par le fonds chargé du financement des droits liés au compte personnel de prévention de la pénibilité, des dépenses liées aux frais d'expertise exposés par les commissions de recours mentionnées à l'article L. 4162-14 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mai 2017, texte n° 63 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 14 novembre 2017 fixant le modèle du formulaire «Déclaration annuelle des données sociales – DADS 2017».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 novembre 2017, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 29 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2015 fixant les conditions d'agrément des agents chargés des missions de contrôle portant sur l'effectivité et l'ampleur de l'exposition aux facteurs de risques professionnels ou de l'exhaustivité des données déclarées dans le cadre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n°81 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 29 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2015 relatif au plafond du montant de l'heure de formation financée au titre du 1° de l'article R. 4126-4 du Code du travail.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n°84 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 29 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2015 relatif au contenu de l'attestation prévue à l'article R. 4162-15 du Code du travail.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n°85 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 26 décembre 2017 fixant la liste des maladies professionnelles mentionnées aux articles L. 351-1-4 du Code de la sécurité sociale et L. 732-18-3 du Code rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 décembre 2017, texte n° 58 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 2 mai 2017 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par l'Union professionnelle des entreprises du commerce à distance (UPECAD) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 mai 2017, texte n° 101 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 2 mai 2017 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par l'Union nationale des entreprises du paysage (UNEP) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 mai 2017, texte n° 102 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 2 mai 2017 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mai 2017, texte n° 96 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 2 mai 2017 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par la Fédération des services énergie environnement (FEDENE) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mai 2017, texte n° 97 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 2 mai 2017 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par la Chambre syndicale de la désinfection, désinsectisation et dératisation (CS3D) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mai 2017, texte n° 98 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 2 mai 2017 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par l'Union syndicale des employeurs de la branche de l'aide à domicile (USB-Domicile) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mai 2017, texte n° 99 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 2 mai 2017 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par l'Union nationale des entreprises de coiffure (UNEC) et le Conseil national des entreprises de coiffure (CNEC) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mai 2017, texte n° 100 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 2 mai 2017 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par la Fédération des entreprises de la beauté (FEBEA) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mai 2017, texte n° 101 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 2 mai 2017 portant homologation du référentiel professionnel de branche élaboré par l'Union sport et cycle (USC) dans le cadre de la mise en œuvre du compte personnel de prévention de la pénibilité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mai 2017, texte n° 102 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Avis portant extension de l'accord du 26 janvier 2017 relatif au compte personnel de prévention de la pénibilité dans la branche conchylicole.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 7 mars 2017, texte n° 62 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Avis relatif à l'extension d'avenants à la convention collective nationale unifiée « ports et manutention ».

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 juin 2017, texte n° 73 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Plateformes collaboratives

Décret n° 2017-774 du 4 mai 2017 relatif à la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 mai 2017, texte n° 45 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Circulaire interministerielle n° DGT / RT1/ DGEFP / SDPFC / DSS / 2C/2017/256 du 8 juin 2017 relative à la responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique.

*Ministère chargé du Travail
(<http://circulaire.legifrance.gouv.fr>, 11 p.).*

Prêt de main-d'œuvre

Décret n° 2017-1879 du 29 décembre 2017 relatif aux mises à disposition de travailleurs réalisées sur le fondement de l'article L. 8241-3 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2017, texte n° 110 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Pompes funèbres

Décret n° 2017-983 du 10 mai 2017 relatif aux conditions d'intervention des thanatopracteurs et à l'information des familles concernant les soins de conservation.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 11 mai 2017, texte n° 98 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Arrêté du 12 juillet 2017 fixant les listes des infections transmissibles prescrivant ou portant interdiction de certaines opérations funéraires mentionnées à l'article R. 2213-2-1 du Code général des collectivités territoriales.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 20 juillet 2017, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Salariés du particulier employeur

Arrêté du 4 mai 2017 portant extension d'un accord cadre interbranche conclu dans les branches professionnelles des assistants maternels du particulier employeur (n° 2395) et des salariés du particulier employeur (n° 2111).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 mai 2017, texte n° 368 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Travailleurs détachés

Décret n° 2017-751 du 3 mai 2017 relatif à la contribution destinée à compenser les coûts de mise en place du système dématérialisé de déclaration et de contrôle des détachements de travailleurs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 mai 2017 ; texte n° 98 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Décret n° 2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mai 2017 ; texte n° 108 (www.legifrance.gouv.fr, 5 p.).

Arrêté du 12 juillet 2017 relatif au document d'information mis à disposition par l'Union des caisses de France et remis au salarié détaché pour réaliser des travaux de bâtiment ou des travaux publics.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 juillet 2017, texte n° 45 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Arrêté du 20 novembre 2017 relatif aux modèles de déclaration et d'attestation de détachement.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 17 décembre 2017, texte n° 30 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Organisation Santé au travail

CHSCT

Experts agréés

Arrêté du 26 décembre 2016 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 4 janvier 2017, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 30 juin 2016 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 1er juillet 2017, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Formation

Arrêté du 19 janvier 2017 fixant la liste des organismes dont les stages ou sessions sont consacrés à la formation économique, sociale et syndicale.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 janvier 2017, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 septembre 2017, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr, 49 p.).

Ordonnance n° 2017-1718 du 20 décembre 2017 visant à compléter et mettre en cohé-

rence les dispositions prises en application de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 décembre 2017, texte n° 46 (www.legifrance.gouv.fr, 13 p.).

Décret n° 2017-1819 du 29 décembre 2017 relatif au comité social et économique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 décembre 2017, texte n° 82 (www.legifrance.gouv.fr, 38 p.).

DEVOIR DE VIGILANCE

Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Parlement. Journal officiel du 28 mars 2017, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

ORGANISMES AGRÉÉS / ACCRÉDITÉS

Arrêté du 3 mai 2017 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 mai 2017, texte n° 133 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Arrêté du 18 décembre 2017 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2017, texte n° 85 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 3 mai 2017 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 mai 2017, texte n° 166 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 4 mai 2017 portant habilitation des organismes chargés de procéder aux examens CE de type, à l'évaluation de systèmes de garantie de qualité CE ainsi qu'à la surveillance des systèmes d'assurance qualité CE concernant les équipements de protection individuelle et actualisant la liste des organismes habilités.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 mai 2017, texte n° 170 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Arrêté du 3 mai 2017 portant habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type de certaines machines et actualisant la liste des organismes habilités.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 mai 2017, texte n° 132 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Décret n° 2017-1698 du 15 décembre 2017 portant diverses mesures relatives à la procédure suivie devant le conseil de prud'hommes.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 17 décembre 2017, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Suivi médical

Arrêté du 16 octobre 2017 fixant le modèle d'avis d'aptitude, d'avis d'inaptitude, d'attestation de suivi individuel de l'état de santé et de proposition de mesures d'aménagement de poste.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 octobre 2017, texte n° 28 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Arrêté du 18 octobre 2017 abrogeant l'arrêté du 20 juin 2013 fixant le modèle de fiche d'aptitude.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel 22 octobre 2017, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Note DGT du 3 février 2017 relative à la procédure de contestation de l'avis d'aptitude du médecin du travail devant les conseils de Prud'hommes - Convocation par les conseils de Prud'hommes des médecins du travail à l'origine des avis contestés.

Ministère chargé du Travail, 2 p. (non publiée)

Décret n° 2017-1008 du 10 mai 2017 portant diverses dispositions procédurales relatives aux juridictions du travail.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 11 mai 2017, texte n°147 (www.legifrance/gouv.fr, 3 p.).

Risques chimiques et biologiques

RISQUE BIOLOGIQUE

Déchets d'activités de soins

Instruction du 5 décembre 2016 relative à la procédure administrative départementale applicable aux appareils de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) et à la mise en œuvre de l'appareil de prétraitement par désinfection des DASRI "ECOSTE-RYL 500" de la société AMB.

Ministère chargé de la Santé. (circulaire.legifrance.gouv.fr, 7 p.).

Arrêté du 20 avril 2017 relatif au prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 23 avril 2017, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr, 8 p.).

Légionellose

Arrêté du 13 janvier 2017 portant homologation de la décision n° 2016-DC-0578 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 6 décembre 2016 relative à la prévention des risques résultant de la dispersion de micro-organismes pathogènes (légielles et amibes) par les installations de refroidissement du circuit secondaire des réacteurs électro-nucléaires à eau sous pression.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 19 janvier 2017, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr, 17 p.).

Vaccination

Arrêté du 26 décembre 2016 relatif aux conditions de vérification de l'immunisation des thanatopracteurs en formation pratique et en exercice soumis à l'obligation de vaccination contre l'hépatite B.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 6 janvier 2017, texte n° 24 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 2 mars 2017 suspendant les annexes I et II de l'arrêté du 2 août 2013 fixant les conditions d'immunisation des personnes mentionnées à l'article L. 3111-4 du code de la santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 3 mars 2017, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Note d'information n° DGS/SP1/DGOS/PF2/DGCS/MSP/2017/249 du 1^{er} septembre 2017 relative à la vaccination contre la grippe saisonnière des personnels des établissements sanitaires et médico-sociaux.

Ministère chargé de la Santé. Bulletin officiel du ministère chargé de la Santé, de la Protection sociale et des Solidarités n° 2017/10 du 15 novembre 2017, 6 p.

RISQUE CHIMIQUE

Amiante

Décret n° 2017-34 du 13 janvier 2017 portant création de la commission d'évaluation des innovations techniques dans le domaine de la détection et du traitement de l'amiante dans le bâtiment.

Ministère chargé de la Construction. Journal officiel du 15 janvier 2017, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr, 5 p.).

Arrêté du 24 février 2017 modifiant l'arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 1^{er} mars 2017, texte n° 46 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 mai 2017, texte n° 127 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Arrêté du 20 décembre 2017 relatif au modèle-type de la grille d'évaluation et au contenu du rapport de repérage prévus à l'article 4 du décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 dans le cadre du repérage de l'amiante à bord des navires.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 30 décembre 2017, texte n° 143 (www.legifrance.gouv.fr, 5 p.).

Note DGT du 19 janvier 2017 relative au cadre juridique applicable aux opérations sur des matériaux contenant de l'amiante – Sous-traitance de ces opérations – Certification des entreprises.

Ministère chargé du Travail – 12 p. (non publiée).

Arrêté du 10 mai 2017 fixant en application de l'article 146 de la loi de finances pour 2016 la liste des maladies professionnelles provoquées par l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 mai 2017, texte n° 139 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 5 mai 2017 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 mai 2017, texte n° 135 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 19 décembre 2017 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 décembre 2017, texte n° 64 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 19 décembre 2017 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'ami-

ante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 décembre 2017, texte n° 73 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 22 décembre 2017 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2017, texte n° 85 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 22 décembre 2017 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 décembre 2017, texte n° 100 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêtés du 5 mai 2017 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante. (1) (2)

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 mai 2017, textes n° 47 et 48 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 5 mai 2017 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 mai 2017, texte n° 136 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 19 décembre 2017 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 décembre 2017, texte n° 53 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 22 décembre 2017 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 décembre 2017, texte n° 72 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

AUTORISATION

Règlement (UE) 2017/999 de la Commission du 13 juin 2017 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 150 du 14 juin 2017, p. 7.

CMR

Directive (UE) 2017/2398 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2004/37/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 347 du 27 décembre 2017, pp. 87-95.

Étiquetage

Règlement (UE) 2017/542 de la Commission du 22 mars 2017 modifiant le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges par l'ajout d'une annexe relative aux informations harmonisées concernant la réponse à apporter en cas d'urgence sanitaire.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 78, p. 1.

Règlement (UE) 2017/776 de la Commission du 4 mai 2017 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la

classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 116 du 5 mai 2017 – pp. 1-19.

Rectificatif au règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 208 du 11 août 2017, p. 57

Limitation d'emploi

Règlement (UE) 2017/227 de la Commission du 9 février 2017 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'oxyde de bis (penta-bromophényle).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 35 du 10 février 2017, pp. 6-9.

Règlement (UE) 2017/1000 de la Commission du 13 juin 2017 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'acide pentadécafluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les substances apparentées au PFOA.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 150 du 14 juin 2017 – p. 14.

Règlement (UE) 2017/1510 de la Commission du 30 août 2017 modifiant les appendices de l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) en ce qui concerne les substances CMR.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 224 du 31 août 2017, pp. 110-114.

Directive déléguée (UE) 2017/1009 de la Commission du 13 mars 2017 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe III de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative au cadmium et au plomb dans le verre filtrant et le verre utilisé pour les étalons de réflexion.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 153 du 16 juin 2017 – p. 21.

Directive déléguée (UE) 2017/1010 de la Commission du 13 mars 2017 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe III de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative au plomb dans les coussinets et demi-coussinets de certains compresseurs contenant du réfrigérant.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 153 du 16 juin 2017 – p. 23.

Directive déléguée (UE) 2017/1011 de la Commission du 15 mars 2017 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe III de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative au plomb dans le verre blanc destiné aux applications optiques.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 153 du 16 juin 2017 – p. 25.

Directive (UE) 2017/2102 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2017 modifiant la directive 2011/65/UE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 305 du 21 novembre 2017, pp. 8-11.

Essais

Règlement (UE) 2017/706 de la Commission du 19 avril 2017 modifiant l'annexe VII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne la sensibilisation cutanée et abrogeant le règlement (UE) 2016/1688 de la Commission.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 104 du 20 avril 2017, pp. 8-11.

Règlement (UE) 2017/735 de la Commission du 14 février 2017 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe du règlement (CE) n° 440/2008 établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 112 du 28 avril 2017, pp. 1-402.

Toxicovigilance

Arrêté du 25 janvier 2017 relatif aux modalités de déclaration des substances et mélanges dans le cadre du système de toxicovigilance.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 3 février 2017, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Arrêté du 16 février 2017 relatif aux organismes participant à la phytopharmacovigilance.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 1^{er} mars 2017, texte n° 44 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Valeurs limites

Directive (UE) 2017/164 de la Commission du 31 janvier 2017 établissant une quatrième liste de valeurs limites indicatives d'exposition professionnelle en application de la directive 98/24/CE du Conseil et portant modification des directives de la Commission 91/322/CEE, 2000/39/CE et 2009/161/UE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 27 du 1^{er} février 2017 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Risques physiques et mécaniques

ATMOSPHÈRES DE TRAVAIL

Ambiances thermiques

Instruction interministérielle n°DGS/SDVSS/DGOS/ DGCS/DGT/DGSCGC/2017/284 du 3 novembre 2017 relative au guide national de prévention et de gestion des impacts sanitaires et sociaux liés aux vagues de froid 2017-2018.

Ministères chargés de la Santé et du Travail (www.circulaires.legifrance.gouv.fr, 49 p.).

BTP

Carte d'identification professionnelle

Arrêté du 20 mars 2017 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel de la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 mars 2017, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Travaux en hauteur

Avis relatif à l'application du décret n° 96-333 du 10 avril 1996 relatif à la sécurité des consommateurs en ce qui concerne les échelles portables, escabeaux et marchepieds.

Ministère chargé de l'Économie. Journal officiel du 18 juillet 2017, texte n° 55 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

PROTECTION INDIVIDUELLE

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 118 du 12 avril 2017, p. 11.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 344 du 13 octobre 2017, pp. 1-31.

Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 362 du 26 octobre 2017, p. 38.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 435 du 15 décembre 2017, p.6-40.

RISQUE MÉCANIQUE

Machine / équipements de travail

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques et abrogeant la directive 1999/5/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 76 du 10 mars 2017, p. 17.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 183 du 9 juin 2017 – p. 14.

RISQUE PHYSIQUE

Atmosphère explosible

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/34/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 183 du 9 juin 2017, p. 1.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/34/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 298 du 8 septembre 2017, pp. 1-13.

Atmosphère hyperbare

Arrêté du 21 décembre 2016 définissant les procédures d'interventions hyperbares exécutées avec immersion et les formations des travailleurs relevant de la mention B « secours et sécurité » option police nationale.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 25 février 2017, texte n° 39 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Arrêté du 21 décembre 2016 définissant les procédures d'interventions hyperbares exécutées avec immersion et les formations des travailleurs relevant de la mention B « secours et sécurité » option police nationale (rectificatif).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 8 avril 2017, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Arrêté du 7 avril 2017 modifiant l'arrêté du 21 juin 2013 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 mai 2017, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Champs électromagnétiques

Décret n° 2016-1074 du 3 août 2016 relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux champs électromagnétiques (rectificatif).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 8 avril 2017, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Equipements radioélectriques

Décret n° 2017-599 du 21 avril 2017 relatif à la mise à disposition sur le marché des équipements radioélectriques.

Ministère chargé de l'Economie, journal officiel du 23 avril 2017, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr, 13 p.).

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité et de la directive 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques et abrogeant la directive 1999/5/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 180 du 8 juin 2017 – p. 5.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité et de la directive 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques et abrogeant la directive 1999/5/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 389 du 11 novembre 2017, p. 68-97.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité et de la directive 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques et abrogeant la directive 1999/5/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 435 du 15 décembre 2017, p. 111-143.

Équipement sous pression

Arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 décembre 2017, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr, 26 p.).

Décision BSERR n°17-062 du 1er août 2017 approuvant l'évolution du guide de classification des interventions sur les équipements sous pression soumis à la réglementation française.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire n° 2017/13 du 25 août 2017, p. 99.

Décision BSERR n° 17-063 du 2 août 2017 approuvant le guide relatif au traitement d'une requalification périodique par «Examen complet».

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire n° 2017/13 du 25 août 2017, pp 100-101.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/68/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 389 du 11 novembre 2017, p.1-21.

Arrêté du 3 janvier 2017 portant habilitation d'un organisme dans le domaine des équipements sous pression et des récipients à pression simples (APAVE).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 12 janvier 2017, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 3 janvier 2017 portant habilitation d'un organisme dans le domaine des équipements sous pression et des récipients à pression simples (ASAP).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 12 janvier 2017, texte n° 7 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 3 janvier 2017 portant habilitation d'un organisme dans le domaine des équipements sous pression et des récipients à pression simples (Bureau Veritas).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 12 janvier 2017, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 3 janvier 2017 portant habilitation d'un organisme dans le domaine des équipements sous pression (LNE).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 12 janvier 2017, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Arrêté du 3 janvier 2017 portant habilitation d'un organisme dans le domaine des équipements sous pression (ACI).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 18 janvier 2017, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Arrêté du 19 janvier 2017 portant modification d'arrêtés d'habilitation d'organismes en application du décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 modifié relatif aux équipements sous pression transportables.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 24 janvier 2017, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Explosifs

Instruction n° DGT/CT3/2017/235 du 26 juillet 2017 relative à l'application du chapitre ii du titre VI du livre IV de la quatrième partie du Code du travail : « prévention du risque pyrotechnique ».

Ministère chargé du Travail (circulaires.legifrance.gouv.fr), 30 p.

Installations électriques / matériel électrique

Arrêté du 2 novembre 2017 relatif aux modalités de contrôle des installations de production d'électricité.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 21 novembre 2017, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 20 novembre 2017 relatif aux normes définissant les modalités recommandées pour l'exécution des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage - Prévention du risque électrique.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 novembre 2017, texte n° 33 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 14 décembre 2017 portant agrément d'organismes compétents pour la formation aux travaux sous tension sur les installations électriques visés à l'article R. 4544-11.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2017, texte n° 84 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2014/35/UE du Parlement européen et du Conseil relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 298 du 8 septembre 2017, pp. 14-145.

Rayonnements ionisants

Arrêté du 29 septembre 2017 portant homologation de la décision n° 2017-DC-0591 de l'Autorité de sûreté nucléaire du 13 juin 2017 fixant les règles techniques minimales de conception auxquelles doivent répondre les locaux dans lesquels sont utilisés des appareils électriques émettant des rayonnements X.

Ministère chargé des Transports. Journal officiel du 15 octobre 2017, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr, 6 p.).

Rayonnements optiques artificiels

Arrêté du 18 décembre 2017 modifiant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 1^{er} mars 2016 relatif aux conditions d'accréditation des organismes pouvant procéder au mesurage de l'exposition aux rayonnements optiques artificiels en milieu de travail.

Ministère chargé de Travail. Journal officiel du 23 décembre 2017, texte n° 52 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

RISQUE ROUTIER / TRANSPORT

Permis de conduire

Arrêté du 16 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2005 modifié fixant la liste des affections médicales incompatibles avec l'obtention ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 21 décembre 2017, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr, 7 p.).

Transport ferroviaire

Décret n° 2017-527 du 12 avril 2017 relatif aux conditions d'aptitude physique et psychologique des personnels habilités aux tâches essentielles de sécurité ferroviaire autres que la conduite de trains.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 14 avril 2017, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Décret n° 2017-528 du 12 avril 2017 fixant les conditions de la reconnaissance des certificats d'aptitude physique et psychologique délivrés à l'étranger aux personnels habilités à certaines tâches essentielles de sécurité ferroviaire autres que la conduite de trains.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 14 avril 2017, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Transport de matières dangereuses

Arrêté du 28 novembre 2016 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé des Transports. Journal officiel du 7 février 2017, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 21 septembre 2017 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé des Transports. Journal officiel du 5 octobre 2017, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr, 5 p.).

Arrêté du 7 décembre 2017 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 16 décembre 2017, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr, 3 p.).

Transport routier

Décret n° 2017-461 du 31 mars 2017 relatif à l'annexe II à la partie 3 réglementaire du code des transports concernant le contrat type applicable aux transports publics routiers de marchandises pour lesquels il n'existe pas de contrat type spécifique.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 2 avril 2017, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr, 11 p.).

Arrêté du 6 novembre 2017 modifiant l'arrêté du 2 mai 2011 relatif aux modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs des véhicules destinés à l'accompagnement des transports exceptionnels.

Ministère chargé des Transports. Journal officiel du 29 novembre 2017, texte n° 79 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Textes officiels

environnement,
santé publique et sécurité civile

Environnement

FLUIDES FRIGORIGÈNES

Décret n° 2016-1740 du 15 décembre 2016 modifiant les articles R. 543-76 et R. 543-77-1 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 17 décembre 2016, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr, 2 p.).

Arrêté du 16 mars 2017 modifiant l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 23 mars 2017, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 19 avril 2017 portant modification de l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 22 avril 2017, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Arrêté du 15 décembre 2016 relatif à l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts (rectificatif).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 28 janvier 2017, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 15 décembre 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'inspection périodique des systèmes de climatisation et des pompes à chaleur réversibles dont la puissance frigorifique est supérieure à 12 kilowatts, et les critères d'accréditation des organismes de certification (rectificatif).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 28 janvier 2017, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

INSTALLATIONS CLASSÉES

Nomenclature

Décret n° 2017-594 du 21 avril 2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 23 avril 2017, texte n° 4 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Décret n° 2017-1579 du 16 novembre 2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 18 novembre 2017, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX

Décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017 relatif à la sécurité des ouvrages de transport et de distribution ainsi qu'à la conformité et à l'installation des appareils et matériels concourant à l'utilisation des gaz combustibles.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 14 novembre 2017, texte n° 13 (www.legifrance.gouv.fr, 14 p.).

Santé publique

HYGIÈNE ALIMENTAIRE

Instruction technique DGAL/SDSSA/2017-861 du 30/10/2017 relative à l'obligation de formation en matière d'hygiène alimentaire adaptée à l'activité des établissements de restauration commerciale.

Ministère chargé de l'Alimentation. Bulletin officiel du ministère chargé de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt n° 44 du 2 novembre 2017, 9 p.

Avis de validation d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène et d'application des principes HACCP.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 28 février 2017, texte n° 106 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Avis de validation d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène et d'application des principes HACCP.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 1er avril 2017, texte n° 128 (www.legifrance.gouv.fr, 1 p.).

Index des mots-clés

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Accident du travail _____	3,4,5,6,7
Aération _____	12
Agriculture _____	7
AIPR _____	23
Amiante _____	7,14,15
Atmosphère explosible _____	18
BTP _____	17,18
Canicule _____	7
Champ électromagnétique _____	19
Chantier forestier _____	7
CHSCT/CSE _____	11,12
Compte personnel de formation _____	6,7
CMR _____	15
Déchet d'activités de soins _____	13
Détachement _____	11
Éclairage _____	12
Électricité _____	20
Environnement _____	22-23
EPI _____	7,12,18
Équipement radioélectrique _____	19
Équipement sous pression _____	19,20
Établissement de soins _____	14
Froid _____	17
Fluide frigorigène _____	22
Fonction publique _____	7
Formation _____	7,9,11,19,20
Harcèlement _____	6-7
Hygiène alimentaire _____	7,23
Hyperbare _____	18,19
Installation classée _____	22
Jeune _____	8
Légionellose _____	13
Lieu de travail _____	7

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Machine _____	12,18
Maladie professionnelle _____	3,4,5
Mannequin _____	8
Navigation _____	8
Norme _____	18,19,20
Organisme agréé / accrédité/habilité _	11,12,20,21
Particulier employeur _____	11
Pénibilité _____	8,9,10
Personnel de santé _____	14
Pompes funèbres _____	10,11
Prêt de main d'œuvre _____	10
Produit chimique _____	14,15,16,17
Pyrotechnie _____	20
Rayonnement optique _____	21
Rayonnements ionisants _____	20-21
Réseaux de distribution _____	23
Restauration _____	7
Risque biologique _____	11,13
Sécurité sociale _____	3
Service de santé au travail _____	7,12,13
Sous traitance _____	12
Surveillance médicale _____	6,7,12,13
Tabagisme _____	6
Tarification _____	4,5,6
Télétravail _____	6,7
Toxicovigilance _____	17
Transport ferroviaire _____	21
Transport de matières dangereuses _____	21
Transport routier _____	21
Ubérisation _____	10
Vaccination _____	14
Valeur limite _____	17



Document réalisé par le pôle Information juridique - Département Études, veille et assistance documentaires
Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies
professionnelles

65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris - Tél. 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99 - e-mail info@inrs.fr - www.inrs.fr